

Maroc : résistances

samedi 27 janvier 2007, par [LOTFI Chawqui](#) (Date de rédaction antérieure : 25 janvier 2007).

Une vague de mobilisations contre la hausse des prix des produits de première nécessité montre que les résistances sont toujours à l'œuvre au Maroc.

Depuis plusieurs mois, un mouvement de résistance prend forme au Maroc, impliquant potentiellement des dizaines de milliers de citoyens contre la dégradation du pouvoir d'achat et le renchérissement du coût de la vie. En quelques semaines, une augmentation sensible du prix des biens de première nécessité (huile, lait, légumes, levures, eau minérale) a eu lieu, en partie en raison de l'augmentation du taux de TVA, passant de 7 à 10 %, inscrit dans la loi de finances de 2006, ce qui a eu pour effet direct le renchérissement de l'indice du coût de la vie de 3,3 %. La hausse du prix des transports (de 40 %), du prix de l'eau et de l'électricité (de 7 %) a porté un coup sévère aux conditions de vie de l'immense majorité.

Ces hausses de prix sont le fruit de plusieurs facteurs : la baisse drastique des subventions publiques à la consommation des ménages, la libéralisation des prix, l'augmentation de la TVA, mais aussi la délégation de services publics, notamment en ce qui concerne l'eau et l'électricité, aux profits de multinationales essentiellement françaises (Vivendi, Lyonnaise des eaux). Ces dernières se sont vues offrir sur un plateau d'argent la gestion de ces services publics de base dans la plupart des grandes villes sans aucune contrepartie réelle : les promesses d'assainissement des égouts, d'extension de fourniture en eau potable, de raccordement électrique et toutes les obligations réglementaires sont restées sans suite au regard des besoins.

En revanche, très rapidement, avec l'accord des autorités, la tarification a été réévaluée à la hausse. Avec un cynisme complet, le directeur général de la Régie autonome de distribution d'eau, d'électricité et d'assainissement de la wilaya [1] de Rabat-Salé (Redal), Gilles Guillaume, déclare à la presse vouloir éduquer les citoyens à ne plus gaspiller en élevant les prix ! Dans un pays où le taux de chômage réel dépasse 20 %, où des millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté, ils sont nombreux à apprécier.

Politisation

Concentrées dans le temps, ces hausses de prix, contrairement à d'autres périodes (1981, 1984, 1990) n'ont pas débouché sur des émeutes. Pour deux raisons majeures : l'opposition traditionnelle et ses relais syndicaux n'ont appelé à aucune mobilisation, car empêtrés dans une intégration institutionnelle sans limite, servant de faire valoir à la « démocratie de façade » de la monarchie, et impliqués depuis plusieurs années dans la gestion libérale sauvage et les privatisations. Ainsi, par exemple, la Confédération démocratique du travail (CDT), qui avait appelé à la grève générale en 1981 contre les mesures de hausses des prix, a approuvé la loi de finance. Deuxième élément, le poids des défaites antérieures du corps social et l'intégration en négatif des capacités répressives du pouvoir ont rendu les réactions de masse difficiles. Pour autant, la résistance s'est frayé un nouveau chemin.

L'Association marocaine des droits humains (AMDH) a joué un rôle majeur dans l'impulsion d'une

dynamique de lutte. À partir d'une vision large du combat des droits humains, intégrant la défense des droits sociaux et économiques, l'AMDH, qui regroupe l'essentiel des composantes de la gauche démocratique et radicale, légale et extralégale, a de fait constitué un front unique politique, partiel sans doute mais décisif dans la mise en place de coordinations locales contre la vie chère dans la majeure partie de villes du Maroc (plus de 70 coordinations locales). Près d'une vingtaine d'associations et de courants politiques se sont regroupés dans un front. Cette initiative a rencontré les mobilisations populaires spontanées de protestation contre les sièges de délégation d'eau et d'électricité, et elle a impulsé un cycle de mobilisation parfois quotidien en phase avec le ras-le-bol généralisé. Ce processus, appuyé par des signatures de pétition, des réunions de quartier, un large travail d'information et de sensibilisation, a été extrêmement politique.

Nouvelle dynamique

Pour la première fois, sous une forme collective, la dépendance des exécutifs locaux ou nationaux aux desiderata des multinationales fut dévoilée au grand jour. Pour la première fois, bousculant les manœuvres du pouvoir et des partis qui lui sont inféodés, la question sociale s'invite comme première préoccupation, alors que l'establishment est focalisé sur les nouvelles règles électorales appelées à dessiner une nouvelle carte politique par et pour les élites, lors des législatives de cette année. Bien plus, dans certaines localités, un processus d'auto-organisation a vu le jour, la mobilisation étant portée par des comités d'habitants soutenus par la coordination locale, permettant d'exprimer un potentiel de mobilisation et de radicalité, malgré les difficultés liées au manque d'expérience et aux tentatives du pouvoir de créer des fractures entre comités. C'est le cas notamment à Safi, où nos camarades ont joué un rôle décisif dans l'animation de la lutte.

Altermondialisme

La journée du 14 décembre fut une journée d'action nationale décentralisée qui fut partout un véritable succès. Prélude à la manifestation nationale du 24 décembre, elle était une journée test pour vérifier l'état d'esprit et la combativité de « ceux d'en bas ». Elle fut partout marquée par une participation importante des femmes, des jeunes et des habitants. Cela est d'autant plus honorable que les coordinations locales avaient très peu de moyens et aucun accès aux médias. Le 24 décembre, la manifestation a regroupé près de 15 000 personnes. Cela peut paraître peu par rapport à l'investissement consacré, mais ce serait faire abstraction de l'absence de tradition de mobilisation nationale sur ce type de question, la faiblesse des moyens matériels et organisationnels des forces qui y participent, les difficultés financières pour se déplacer, l'énorme hostilité de toute la classe politique et des médias. En vérité, compte tenu des rapports de force globaux et du climat de défaite de cette dernière décennie, ce fut un succès et un point d'appui pour continuer la mobilisation.

Le défi pour la gauche sociale et politique était de recréer un espace d'accumulation des forces et une visibilité autonome à partir de la question sociale de recentrer ainsi le débat politique et électoral sur un terrain de lutte et non pas d'arrangements en coulisse orchestrés par le ministère de l'Intérieur. Mais aussi de proposer un cadre et des objectifs de mobilisation qui ne se réduisent pas à des revendications sectorielles, mais qui abordent de front la question de la répartition des richesses et de la nécessité d'une démocratie jusqu'au bout qui ne se réduise pas à une farce électorale où rien ne change.

L'effet politique de ces mobilisations est important. D'une part, il fait apparaître la rupture entre les directions de l'opposition syndicale et politique traditionnelle et les majorités populaires, qui cherchent d'autres formes de lutte et d'expression de leurs intérêts. Cette tendance est un fait majeur de ces dernières années. Les directions syndicales ont refusé de s'impliquer, se contentant aux mieux de soutenir du bout des lèvres la mobilisation, même si certaines fédérations se sont associées plus ou moins à la lutte. Quant aux partis de la gauche gestionnaire, ils se sont enferrés

dans un silence assourdissant, quand ils n'ont pas laissé entendre que cette mobilisation était manipulée par l'extrême gauche. D'autre part, alors que partout est galvaudée la montée irrésistible de la mouvance islamiste (fait bien réel par ailleurs), les coordinations locales ont réussi à s'imposer et à contrer leur hégémonie, même dans certains quartiers, où règnent le désespoir social et un quadrillage associatif de cette mouvance. Si, au final, les mobilisations n'ont pu imposer une annulation des hausses - tout au plus des concessions partielles et locales -, elles ont fait la démonstration qu'un front uni de la gauche sociale et politique, tourné vers les luttes et des objectifs de rupture, peut être un point d'appui décisif à la reconstruction d'un rapport de force et d'une alternative globale. Pour la première fois, c'est explicitement contre la mondialisation capitaliste, les politiques sociales et économiques menées depuis des décennies, le refus des institutions en place que se forge une unité dans les luttes. La mobilisation n'est pas finie. La perspective d'organiser nationalement, dans une structure permanente, les coordinations locales a été retenue par les principaux animateurs, ainsi que l'appel à une nouvelle manifestation nationale à Casablanca en mars. Une fenêtre s'est ouverte.

Notes

1. Entité administrative.

2. Article réalisé en collaboration avec Solidaires pour une alternative sociale, regroupement militant marxiste révolutionnaire marocain qui lutte pour l'émergence d'une alternative anticapitaliste, internationaliste, pluraliste et démocratique et d'un front social et politique de lutte tournée vers la reconstruction/refondation d'un mouvement populaire indépendant. Contact : solidaritesociale yahoo.com

Appel de la coordination nationale de lutte contre la hausse des prix (extrait)

Après un échange sur la dégradation de la situation sociale des masses populaires en raison des politiques de classe imposées, source d'un appauvrissement global et de destruction des acquis sociaux obtenus après des années de lutte et de résistance [...], nous faisons le constat que la loi de finances de 2007 consacre la régression sociale et met en place un régime fiscal qui traduit la dépendance par rapport aux exigences des centres financiers internationaux et des États impérialistes [...]. La coordination note également la montée de la colère populaire dans tout le pays à laquelle elle apporte tout son soutien.

Elle affirme sa condamnation des hausses des prix et exige leur annulation immédiate.

Elle dénonce la répression des mouvements sociaux.

Elle condamne l'exclusion de dizaines de milliers d'enfants et de jeunes et du droit à l'éducation.

Elle condamne la dilapidation de l'argent public et refuse l'impunité de leurs bénéficiaires.

Elle revendique le retour au public des services privatisés et l'expropriation des sociétés Amandis, Lydec, Redal... et l'arrêt de tout processus de privatisation.

Elle défend l'augmentation du Smic et l'application de l'échelle mobile des salaires.

Elle exige la gratuité des soins, de l'enseignement et le droit à l'emploi.

- Pour plus d'information : Blog des coordinations contre la hausse des prix
<http://cnchp-maroc.blogspot.com/> et
<http://comitesuivi.blogspot.com/>
-

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2190 du 25 janvier 2007.